



PRÉFET DE LA CORRÈZE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial

Bureau de l'environnement et du cadre
de vie

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral portant enregistrement
d'une station de transit de déchets non dangereux et d'une installation de broyage/concassage
exploitée par la société REVAMA sur la commune d'Ussac (n° AIOT : 0006003262)

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- VU l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU la nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 7 août 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze, sous-préfet de Tulle, Mme Nicole CHABANNIER ;
- VU le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de M. Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 19-2025-02-10-00001 du 10 février 2025 portant délégation de signature à Mme Nicole CHABANNIER, secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 décembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement », y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne ;
- VU le schéma régional d'aménagement et de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Nouvelle-Aquitaine du 18 novembre 2024, en particulier son volet déchet ;
- VU le guide CEREMA « Valorisation de matériaux alternatifs en infrastructures linéaires de transport terrestre » (édition 2025) ;

- VU la demande d'enregistrement déposée le 19 juin 2025, et complétée le 8 juillet 2025, par la société REVAMA dont le siège social est situé au lieu-dit Le Griffolet à Ussac (19270) ;
- VU le dossier technique adossé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 04 août 2025 organisant la consultation du public au titre des installations classées pour la protection de l'environnement sur le dossier de demande d'enregistrement présenté par la société REVAMA relatif à l'exploitation d'une station de transit de déchets non dangereux et installation de broyage/concassage sur le territoire de la commune d'Ussac ;
- VU la demande portée à la connaissance du public du 1^{er} au 29 septembre 2025 inclus via le site internet de la préfecture de la Corrèze ;
- VU le registre de la consultation du public qui s'est déroulée du 1^{er} au 29 septembre 2025 inclus ;
- VU l'avis des conseils municipaux des communes de Brive-la-Gaillarde, de Saint-Pantaléon-de-Larche et d'Ussac ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2025 prolongeant de deux mois le délai pour statuer sur la demande d'enregistrement, en application de l'article R.512-46-18 du Code de l'environnement, portant ainsi l'échéance de décision au 9 février 2026 ;
- VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de la société REVAMA, par courriel du 26 janvier 2026, pour qu'elle puisse présenter ses éventuelles observations, conformément au premier alinéa de l'article R.512-46-17 du Code de l'environnement ;
- VU l'absence d'observation formulée par la société REVAMA par courriel du 30 janvier 2026 ;
- VU le rapport du 30 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;

- CONSIDÉRANT que les installations exploitées par la société REVAMA sont soumises à enregistrement au titre des rubriques 2515-1a, 2716-1 et 2517-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et sont encadrées par les dispositions des arrêtés ministériels susvisés ;
- CONSIDÉRANT la localisation du projet en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, faunistique et floristique ;
- CONSIDÉRANT l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et approuvés dans cette zone ;
- CONSIDÉRANT que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances ne sont pas susceptibles de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;
- CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet, eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu l'engagement à respecter les prescriptions générales applicables, n'a pas conduit à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;
- CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure d'autorisation environnementale ;
- CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de la procédure d'autorisation environnementale ;
- CONSIDÉRANT toutefois que des prescriptions supplémentaires doivent être prises en plus des arrêtés ministériels de prescriptions générales susvisés pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et, le cas échéant, à l'article L.211-1 du même code, ces prescriptions concernant les enjeux acoustiques et les émissions dans l'air et l'eau ;
- CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'enregistrement sont réunies ;

SUR proposition de l'inspection des installations classées ;

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE****Article 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

Les installations de l'entreprise REVAMA, dont le siège social est situé au lieu-dit Le Griffolet à Ussac (19270) - SIRET n°879 955 326 00043 - faisant l'objet de la demande d'enregistrement de la station de transit de déchets non dangereux et installation de broyage/concassage du 19 juin 2025, complétée le 8 juillet 2025, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune d'Ussac, au lieu dit Le Griffolet. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (Article R.512-74 du Code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**Article 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

L'installation projetée relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime*
2515-1a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance maximale de l'ensemble des machines fixes : 310 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ²	Superficie de l'aire de transit : 29 700 m ²	E

2716-1	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume susceptible d'être présent : 1 000 m ³	E
--------	--	---	---

* E = Enregistrement

Article 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'installation enregistrée est située sur la commune, parcelles et localisation suivantes :

Commune	Parcelles	Section	Lieu dit	Surface totale des parcelles	Surface totale du projet
Ussac	29 et 54	CV	Le Griffolet	7,75 ha	2,97 ha

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Article 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 19 juin 2025, complétée le 8 juillet 2025, et notamment au plan figurant en Annexe 1 du présent arrêté.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Article 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement qui correspond à un usage industriel au sens du 1^{er} du I de l'article D.556-1A du Code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.5.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 26 décembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement », y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;
- l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 1.5.2. PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Article 1.5.2 – 1 – ÉMISSIONS SONORES

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores des installations et notamment celles de pré-concassage et concassage permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé. Les zones à émergence réglementée (ZER) sont localisées sur le plan figurant en Annexe 2 du présent arrêté.

Afin de limiter les nuisances sonores :

- Un panneau antibruit, ou une solution technique équivalente, est aménagé entre les deux merlons situés en limite de propriété Est du site, dans un délai de six mois après la signature du présent arrêté ;
- Les installations de pré-concassage et de concassage ne peuvent fonctionner que dans la plage horaire suivante : du lundi au vendredi, de 8h à 12h et de 13h à 17h.

Article 1.5.2 – 2 – ÉMISSIONS DANS L'AIR

L'exploitant met en place une surveillance des émissions dans l'air (retombées de poussières) des installations et notamment celles de pré-concassage et concassage dans les conditions définies en annexe I de l'arrêté du 26 novembre 2012 susvisé (article 39 et 57 en particulier). La première campagne de mesure est réalisée dès la première campagne de broyage/concassage. L'exploitant informe l'inspection des installations classées au moins huit jours avant l'engagement des campagnes de mesures.

Article 1.5.2 – 3 – ÉMISSIONS DANS L'EAU

Lors de la première année de fonctionnement de l'installation, les analyses des rejets aqueux prévues aux articles 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé sont réalisées à une fréquence trimestrielle. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées dès réception.

Article 1.5.2 – 4 – UTILISATION DE CENDRES SOUS FOYER EN TECHNIQUE ROUTIÈRE

Ces cendres doivent être utilisées conformément au guide « Valorisation de matériaux alternatifs en infrastructures linéaires de transport terrestre » émis par le CEREMA en 2025.

L'exploitant doit envoyer à l'inspection des installations classées, en début d'année, le tableau de suivi des cendres sous foyer réceptionnées l'année précédente, les opérations de gestion appliquées à ces cendres accompagnées des résultats d'analyses justifiant des opérations ainsi conduites. Ces données de suivi sont tenues en tout temps à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.5.2 – 5 – CONCERTATION

Afin de favoriser une bonne intégration du fonctionnement des installations, et notamment celles de pré-concassage et de concassage, dans leur environnement local, l'exploitant organise une réunion de concertation associant des représentants des riverains et du conseil municipal de la commune d'Ussac.

Une réunion est organisée la première année lorsque les aménagements sont réalisés conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 19 juin 2025 et notamment au plan figurant en Annexe 1 du présent arrêté. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date retenue pour cette réunion.

En complément, l'exploitant met à disposition des riverains un numéro de téléphone et/ou une adresse mél sur lesquels peuvent être signalées les nuisances. L'exploitant consigne dans un document ces

signalements. Ce document est communiqué en début d'année à l'inspection des installations classées (nature et nombre des signalements, état des installations lors du signalement, réponse apportée, actions d'amélioration, ...). Le document est tenu en tout temps à la disposition de l'Inspection des installations classées et de la mairie d'Ussac.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 2.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2. INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie d'Ussac et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Ussac pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R.512-46-11, à savoir les communes de Brive-la-Gaillarde, de Saint-Pantaléon-de-Larche et d'Ussac ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Corrèze pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 2.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente : le tribunal administratif de LIMOGES.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

- 1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours gracieux ou hiérarchique interrompt les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

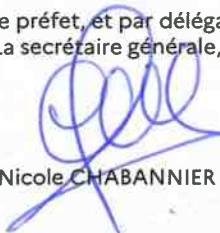
Article 2.3. EXÉCUTION – AMPLIATION

Le présent arrêté est notifié à la société REVAMA.

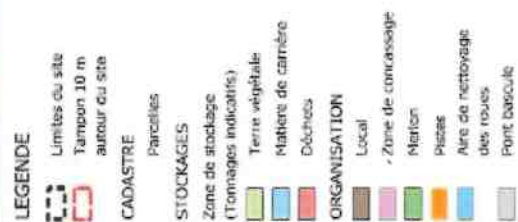
La Secrétaire Générale de la préfecture de la Corrèze, le sous-préfet de l'arrondissement de Brive-la-Gaillarde, le maire d'Ussac et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le 04 février 2026

Pour le préfet, et par délégation,
La secrétaire générale,



Nicole CHABANNIER



Annexe 2 – Localisation des zones à émergence réglementée (ZER)

